

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Attentats – réflexions sur l'après

Commentaires de lecteurs PQR, 14 janvier :

« J'ai bien peur que les bonnes résolutions prises à chaud retournent vite aux oubliettes. Pourtant les politiques n'ont plus le choix ! Voilà où ont mené 40 ans de laxisme. Politiques de tous bords, vous n'avez plus le choix. Il est clair que ça ne se passera pas sans problèmes. Mais la violence ne s'est que trop installée. Encore un ado de mort hier parce qu'il ne partageait les idées des autres. Mais où est-on rendu ?? Réagissez et vite ! »

« Oui, sur cette horrible affaire, Hollande a parfaitement tenu son rôle de président. Il faut souligner aussi que toute la nation (sans le FN) était avec lui, ainsi que nos institutions : police, gendarmerie, pompiers, santé. Maintenant, il faut concrétiser, en étant efficace, et c'est là qu'il doit confirmer. Sinon tout cela n'aura eu qu'un sens momentané. Et puis il y a la situation des français qui souffrent... Elle, elle n'a pas évolué du tout. J'ai bien peur qu'il soit excellent dans la réaction, mais pas dans l'action : préventive et volontaire, aussi bien en économie qu'en matière de sécurité, sans oublier les causes de tout cela... Oh! Il n'est pas le seul responsable de cette situation, mais c'est lui qui est au pouvoir actuellement, alors c'est à lui de se montrer efficace, chose qu'il est loin d'avoir démontré depuis 3 ans bientôt ! »

1. Réactions de l'opinion

⇒ Toutes les réactions montrent que **ces attentats ont réveillé quelque chose de profond**, relevant sans doute - au-delà de l'attachement aux valeurs et à la liberté d'expression - d'un besoin de patriotisme et de fierté nationale.

⇒ Mais ce séisme émotionnel et politique n'a certainement **pas bouleversé les perceptions que les Français avaient de leur pays et de leur classe politique : les failles au sein de la société n'ont pas disparues, et certaines pourraient même s'en trouver aggravées**. Le risque de « répliques » est réel. Parmi ces failles :

- fractures « identitaires » sur fond de rejet de l'islam et de l'immigration (70% pensent qu'il y a trop d'immigrés), tendances à la fois au repli communautaire et à la dénonciation de la formation de communautés.
- fractures générationnelles : la société porte un regard dur sur les jeunes, vus pour certains comme des « délinquants en puissance » (jeunes des quartiers, musulmans), et plus généralement comme n'ayant pas « le goût de l'effort », ne respectant pas l'autorité, etc.
- fracture entre peuple et élites : des politiques vus comme le principal problème qui empêche le pays de se réformer, qui ne comprennent pas ce que vivent leurs concitoyens, ...

⇒ **Les premiers foyers de risques résident certainement parmi les « absents » du 11 janvier.**

L'unité n'a pas fait l'unanimité. S'en sont en particulier exclus :

- Les jeunes des quartiers, qui se sont peu mobilisés.
- Pour d'autres raisons, une partie des Français de confession musulmane (internalisation par certains de leur « illégitimité » à affirmer leur appartenance à une République dont ils se sentent rejetés ; « honte d'être musulman » et peur des représailles...).
- A l'opposé, des populations fragilisées et touchées par l'insécurité culturelle, chez qui des paroles racistes, antisémites ou islamophobes ont été assumées (29% des Français jugent que l'Islam est une menace pour la France).

⇒ **Au-delà, dans la majorité des Français : des attentes, mais beaucoup de doutes.**

- **Nous avons, de façon inédite et pour un temps, toutes les cartes en main pour les Français.**

Le Président, le PM et les acteurs concernés ont (très) bien réagi aux yeux des Français. La confiance pour lutter contre le terrorisme s'est accrue. Par effet de contraste, ceux qui ont cherché à instrumentaliser le débat et à briser l'élan collectif – parce qu'il est dans leur nature de se nourrir des échecs des autres – en ont pâti.

Il est en particulier remarquable que les Français déclarent, cette fois, que c'est au gouvernement qu'ils font le plus confiance pour proposer des solutions (à 57%, contre 51% à Sarkozy, 41% à Bayrou, et 33% à Le Pen) - alors que depuis des mois ils attendaient plutôt les réponses de M. Le Pen, surtout sur la sécurité ou l'immigration.

La balle n'est pas dans le camp des populistes mais chez ceux qui peuvent agir et regarder la réalité en face sans céder à la démagogie ni attiser les tensions. **Nous avons, pour la première fois sans doute, le monopole de la capacité à définir l'agenda, y compris contre M. Le Pen.**

- **Mais des doutes très forts sur notre capacité à continuer à agir de façon adéquate.**

De nombreux commentaires commencent déjà à fleurir sur l'absence attendue de réponse ; à la fois comme ce que l'on prévoit (« ils nous ont trop déçu, on n'y croit plus ») et ce que l'on redoute (« on aimerait bien, cette fois, qu'ils se réveillent et fassent des choses différentes ») :

Et maintenant ?... rien... le vide, le néant. Les politiques ont eu leur heure de gloire et vont pouvoir retourner tranquillement à leur tambouille. Les motivations de ceux qui se sont rassemblés dimanche sont trop disparates pour créer un véritable choc politique. Allez en paix, braves gens, la fête est finie. On va pouvoir continuer à vous imposer, à vous taxer et à vous bourrer le crâne jusqu'au prochain épisode.

La France et les Français ont été à la hauteur en ces moments tragiques que nous vivons – après... ?

Comme d'habitude, des paroles et du vent.

Bref en deux mots : rien changer.

L'effet décevant auprès des Français risque d'être fort si nous ne montrons pas que « quelque chose » a changé - même peu -, qu'une forme de prise de conscience des élites et des médias s'est faite - même si elle ne trouve pas de débouchés immédiat.

Si les jeux politiques traditionnels ou la « petite actualité » politique (celle dont les médias raffolent mais que les Français voient comme une preuve de leur déconnexion) reprend trop vite le dessus, cela pourrait nous être durablement reproché (comme d'habitude, les politiques et les médias sont mis dans le même sac).

2. Les priorités qui semblent devoir être confortés ou réaffirmés

a) La sécurité

Le besoin de réassurances est évident et demandera à être traité rapidement. Au-delà des débats politiques, ce ne devrait cependant pas être, en termes d'opinion, le sujet sur lequel il sera le plus difficile d'apporter une réponse en phase avec les attentes : les Français ne demandent rien d'impossible, ils savent que la menace est complexe et n'attendent pas des systèmes « infaillibles ».

Depuis deux ans et demi, le gouvernement a su maintenir une confiance élevée dans sa capacité à gérer la menace terroriste. Cette confiance sort pour le moment renforcée de l'épreuve que vient de traverser le pays.

b) Les craintes sur la cohésion sociale / la citoyenneté.

L'ambivalence de l'opinion est forte sur ce sujet. Les Français craignent depuis toujours la « guerre civile » ou la « guerre de religions » ; mais la tentation du repli et des boucs-émissaires gagne une partie croissante de la population. Dès lors, le besoin d'apaisement et de concorde n'a d'égal qu'un rejet croissant de toutes les atteintes au principe de laïcité et une tentation de « fermer les frontières » et d'exclure les immigrés (et d'abord des prestations sociales).

Dimanche, le Peuple de France a prouvé qu'il était capable d'altruisme. Il reste à le mettre en pratique au quotidien. En France la liberté existe. Il faut continuer à la défendre avec vigueur sans oublier de nous battre pour plus d'égalité et de fraternité.

Ce sont des Français qui ont commis ces actes de barbarie. Etre Français, c'est quoi ? Avoir la chance d'être né ou d'avoir été accueilli dans ce merveilleux pays, où les droits de l'homme sont dans l'ensemble plutôt respectés. Etre Français, ça se mérite et on devrait en être fier ! Seulement voilà, depuis de nombreuses années le laxisme a laissé la place à des dérives inacceptables, les familles aux maigres ressources ont été parquées dans les banlieues pour en faire des ghettos, les femmes abandonnées par leurs maris d'origine étrangère ne sont pas à même d'éduquer leurs enfants...

Ces tendances contradictoires se prêtent naturellement à l'exploitation populiste.

Sans acte fort pour recentrer l'attention sur les outils de la citoyenneté et les moyens de faire respecter les valeurs républicaines, le débat se fera dans l'opinion – avec ou sans nous – sur les identités, le périmètre « idéal » de la Nation, et le tri entre ceux qui méritent d'y être et ceux qu'il faudrait exclure.

Trop de laxisme chez nous : on a laissé la France se faire maltraiter et les valeurs républicaines se faire bafouer. France, vache à lait (caf, hlm, cmu, bourses scolaires...) mais pas respectée. Notre gouvernement saura-t-il faire respecter notre pays ? Cela commence à l'école et en France aucune religion ne doit gouverner. Ils prennent tout mais ne donnent rien en échange.

Ce n'est pas en les mettant en prison qu'on règle le problème, c'est en disant aux parents de double nationalité qu'il faut choisir, et à la prochaine condamnation de l'enfant, c'est l'expulsion avec retrait de la nationalité. Pour les parents français administratifs, il faut supprimer tout versement d'allocations sociales.

c) L'Islam, sa « clarification » nécessaire et sa place dans la République.

Alors que 29% des Français considèrent l'Islam comme une menace pour notre pays, il n'est plus possible d'ignorer le problème. Les forums regorgent déjà de débats sur la compatibilité de l'Islam

avec la République (les internautes d'extrême-droite sont devenus des spécialistes du Coran...). Toutes ces idées se diffusent. Si l'on ne s'attaque pas à cette question, le risque est réel que se développe un rejet de plus en plus net, massif, sans retour possible.

Le moment semble être propice à des actes pour faire émerger un Islam républicain de France, réformé et structuré. La communauté musulmane, dans ce qu'elle a de constitué, y semble également prête : plusieurs initiatives privées se lanceraient prochainement en ce sens.

Cela permettrait aussi de valoriser (dédiaboliser ?) cette religion en la montrant sur un pied d'égalité avec les autres afin de contrer le sentiment d'humiliation qui touche une partie importante des musulmans.

Les efforts pour contrecarrer les processus de radicalisation djihadistes pourraient se développer sur un autre plan.

d) L'économie, qui pourrait revenir plus vite qu'on ne le pense.

La hiérarchie des priorités des Français n'a jusqu'à présent jamais été significativement bousculée par des actes de terrorisme. Après les attentats de Merah, la préoccupation vis-à-vis du terrorisme avait bondi de 6 points (à 10%, le chômage était à 47% et le pouvoir d'achat à 33%). **Il est probable qu'en l'absence d'autres attentats, les urgences quotidiennes reprennent assez vite leur place.**

En particulier les chiffres du chômage fin janvier, ou la médiatisation de plans sociaux (Air France ?) pourraient provoquer un retour brutal à ces sujets.

Qu'a-t-il fait d'extraordinaire Hollande ? Il a organisé une marche, conviés les chefs d'Etat étrangers (à nos frais). Tout cela va retomber et le nombre de chômeurs n'aura pas baissé, le pouvoir d'achat pas augmenté, le déficit public se sera accru et la relance économique toujours en berne ! Alors un peu de pudeur, il a fait le minimum, et il aurait dû penser que tout cela pouvait arriver.

C'était très bien. Mais nous attendons la même hauteur de sa part pour le reste des dossiers en souffrances, ceux-ci aussi sont urgents !

1. Propositions de méthode

Pour beaucoup de Français, la classe politique a été forcée d'ouvrir les yeux sur certaines réalités. **Ils semblent maintenant espérer, un peu** (alors qu'ils ne croyaient plus en grand-chose et s'inquiétaient plutôt d'une évolution de la société vers le chaos) ; **mais surtout douter, beaucoup.**

Les attentats ont d'une certaine façon agi en révélateur de tendances profondes en latence depuis plusieurs mois : besoin de pragmatisme plutôt que d'idéologie ou de populismes ; volonté de savoir dépasser les clivages lorsqu'il s'agit de l'essentiel ; recherche de nouvelles idées et de nouvelles pratiques politiques plus dignes, plus respectueuses et plus efficaces.

Pour l'instant les responsables politiques en place au plus haut niveau font des déclarations. Cela nous y sommes habitués, comme nous sommes aussi habitués à ce qu'ensuite il ne se passe pas grand-chose. Alors moi, j'attends de voir. Que nos professionnels de la politique agissent pour le peuple et non plus pour leurs petits intérêts de caste.

Le moment peut dès lors être celui de **faire le récit d'un sursaut collectif que l'opinion attend depuis longtemps** (« la classe politique a compris ») ; qui peut par ailleurs **prolonger le récit du « redressement du pays » sur fond de fierté et d'anti french-bashing.**

Il pourrait s'agir de :

- a) **Continuer à traiter l'essentiel dans une « bulle »** préservée de ce que l'opinion déteste (les chamailleries politiques, l'agitation médiatique sur l'accessoire etc.).

La sincérité des images « d'unité nationale » mardi a pu surprendre les Français : il s'agit de continuer à montrer que les politiques peuvent encore faire des choses dont ils ne les croyaient plus capables.

Il paraît en tout état de cause **difficile d'imaginer des réponses perçues comme crédibles qui ne s'accompagnent pas, aussi, d'un renouvellement des méthodes.**

- b) **Se donner du temps et des marges : proposer un processus ; plus que des solutions immédiates.**

L'opinion semble avoir bien conscience de l'ampleur de la tâche de « reconquête républicaine ». Elle ne croirait sans doute pas à des solutions baguette magique. **L'attente n'est peut-être pas tant à des annonces rapides, même fortes** (service civique, réforme de l'éducation, ...) qui pourraient être vues comme n'épuisant pas le sujet - ce qui ne les empêchera pas d'être approuvées.

Se donner du temps pourrait être compris pour autant que l'on ne donne pas le sentiment d'une diversion - une « commission » ou autre format trop vu risque de donner la même impression.

- Peut-on définir un **processus *sui generis* pour traiter au moins la question de la citoyenneté** (laïcité, éducation, inclusion, politique de la ville etc.) :
 - des « Etats généraux » ? une « Fondation du 11 janvier » à durée de vie limitée ? un « Haut-Commissariat pour la rédaction d'un nouveau contrat civique » ? une « conférence » ou « convention de concorde » ?
 - avec une **échéance précise** (6 mois ? 1 an ?) et un **mandat cadré et circonscrit** (renforcer les outils de la citoyenneté et les moyens d'assurer le respect des valeurs de la République ?) ;
 - mélangeant **implication politique** (à haut niveau et transpartisane) et **échanges citoyens** ;
 - et soumise à une **pression continue** (politique et médiatique) pour que les débats ne s'enlisent pas et restent dans « **l'esprit du 11 janvier** » (i.e. le plus possible hors polémiques politiques).

Parallèlement, il sera sans doute indispensable de continuer la pédagogie du quotidien et d'expliquer comment on progresse et pourquoi les progrès ne sont pas immédiats : si nul ne pense que les choses peuvent s'améliorer en un jour, **les petites attaques à la laïcité** dans les écoles, les prisons (qui s'étalent chaque jour dans la PQR), les accommodements des élus pour ne pas vivre dans des tensions permanentes, etc. **risquent d'être vues comme d'autant plus insupportables.** Il nous appartiendra de montrer que ces faits **illustrent l'ampleur du chemin à parcourir et non l'ampleur de notre propre renoncement.**

- La question de la place d'un Islam réformé dans la République laïque pourrait être, dans un premier temps, laissé à des initiatives privées (le temps d'une première décantation) ; en encourageant cependant à ne masquer aucune question (réforme du CFCM, consistoire ?). Une reprise du sujet par la puissance publique sera certainement, plus tardivement, nécessaire.

- Peut-on imaginer des moyens d'utiliser « l'esprit du 11 janvier » sur quelques initiatives dans le domaine économique, tant que l'ambiance y est encore un peu propice ?

c) **Comment gérer le FN / union nationale ?**

Nous avons assisté ces derniers jours à un **mouvement de dissociation entre M. Le Pen et ce qu'elle représentait** : les Français voulaient dans une très large majorité qu'elle soit associée à la manifestation (plus de 70%), mais plus pour ce qu'elle incarne (une partie des Français ; et un discours/diagnostic identifié même si l'on en débat) que pour ce qu'elle (elle s'est montrée la plus politicienne et cela lui a été reprochée jusque chez ses électeurs).

Cette dissociation est, pour elle, à la fois une marque de normalisation et une fragilité.

Nous pourrions, dans cette veine, **continuer à organiser des formes de consultation avec le FN** (il n'y a pas « deux France » et nous ne sommes aveugles à aucune réalité), y compris pour constater que ses propositions créeraient **plus de tensions qu'elles n'apporteraient de solutions** (essence du populisme) ; tout en **affaiblissant par le principe même de ces consultations deux de ses ressorts importants : l'anti-système** (puisqu'elle serait précisément ramenée dans le système politicien) **et la victimisation**.

Adrien ABECASSIS